Ralph E. Giesey, *Le rôle méconnu de la loi salique. La succession royale, XIV^e-XVI^e siècles*

G. Matteo Roccati

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/studifrancesi/8495>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000]

[2006] MySQL server has gone away

ISSN : 2421-5856

Éditeur

Rosenberg & Sellier

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 638-639

ISSN : 0039-2944

Référence électronique

G. Matteo Roccati, « Ralph E. Giesey, *Le rôle méconnu de la loi salique. La succession royale, XIV^e-XVI^e siècles* », *Studi Francesi* [En ligne], 156 (LII | III) | 2008, mis en ligne le 30 novembre 2015, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/studifrancesi/8495> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/studifrancesi.8495>

Ce document a été généré automatiquement le 8 janvier 2021.

Studi Francesi è distribuita con Licenza Creative Commons Attribuzione - Non commerciale - Non opere derivate 4.0 Internazionale.

Ralph E. Giesey, *Le rôle méconnu de la loi salique. La succession royale, XIV^e-XVI^e siècles*

G. Matteo Roccati

RÉFÉRENCE

RALPH E. GIESEY, *Le rôle méconnu de la loi salique. La succession royale, XIV^e-XVI^e siècles*, traduit de l'anglais par FRANZ REGNOT, Paris, Les Belles Lettres («Histoire»), 2007, pp. 392.

- 1 La «loi salique» (c'est-à-dire des Francs Saliens) est une des lois fondamentales qui régissent la transmission de la couronne: elle exclut les femmes de la succession au trône du royaume de France. Rigoureux et exigeant, soucieux de reconstituer les enjeux politiques réels lors des différents épisodes et les termes du débat juridique, cet ouvrage reprend les sources documentaires et s'attache à retracer la fortune de cette «loi», inventée pour les besoins de la cause. Il renouvelle l'approche sur plusieurs points importants: la découverte de la «loi» par un juriste italien, Jacopo d'Ardizzone, au milieu du XIII^e siècle; son utilisation d'abord par les Anglais pour revendiquer la légitimité d'Edouard III, sa mère Isabelle ne pouvant pas prétendre au trône; vers la fin du XIV^e s. seulement sa récupération par les Français qui la réinterprètent pour justifier les choix opérés quelques dizaines d'années auparavant.
- 2 L'A. examine tout d'abord la situation juridique au début du XIV^e s., lorsque pour la première fois se posa le problème des droits d'une femme à la succession royale, puis le déroulement des événements lors de l'accession de Philippe V le Long au trône (1316), au moment de la crise de 1328 et de l'avènement de Philippe VI, ainsi que les revendications d'Edouard III à partir de 1337 (chapitres 1-3). Il se penche ensuite sur les écrits qui défendent la légitimité des Valois aux XV^e-XVI^e siècles (ch. 4-7): on retiendra surtout l'analyse des textes polémiques, de nature historique et juridique, d'un grand intérêt pour l'histoire «littéraire» du thème au XV^e s., chez des auteurs tels que Jean de

Montreuil, Jean de Terrevermeille, Jean Juvénal des Ursins, Robert Blondel, Noël de Fribois, Guillaume Cousinot etc.

- 3 Les derniers chapitres sont consacrés à la notion de «princes du sang», formalisée pour exclure les mâles issus d'une succession féminine, la littérature juridique qui fleurit à la fin de la dynastie des Valois et à l'avènement des Bourbons, enfin la reprise de la légende de la loi jusqu'à la Révolution (ch. 8-10). En appendice sont reproduits deux textes relatifs aux événements de 1316 et de 1328 (Convenances de 1316, un extrait de la continuation de la chronique latine de Guillaume de Nangis, relatif à 1328). Le volume comporte encore la bibliographie (pp. 367-376), l'index (pp. 377-384) et quelques reproductions de manuscrits.